Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 98 (1953)
Heft: 7

Artikel: Défense occidentale
Autor: Pergent, J.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-342537

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Défense occidentale

La session de l'OTAN — les commandements

L'immense appareil de défense de la communauté atlantique a pris maintenant un rythme plus assuré et régulier. Les décisions de base et de principe sont acquises déjà depuis plusieurs années. La période des discussions, à caractère plus politique que militaire et débordant largement dans le domaine de l'opinion publique, semble également révolue. L'année dernière encore la session de l'OTAN à Lisbonne avait soulevé une vive curiosité et provoqué des palabres souvent passionnées. Celle de cette année-ci a passé beaucoup plus inaperçue. Il faut en effet un certain vieillissement aux institutions pour qu'elles prennent leur équilibre. D'une part, elles entrent dans les mœurs et ne sont plus remises en cause ; et, d'autre part, les exécutants eux-mêmes ont acquis la maîtrise de leurs fonctions et ont coordonné le travail en commun de leurs organismes.

Ceci est particulièrement visible cette année-ci. Les décisions à prendre sont certes tout aussi importantes, ainsi que les points de vue à ajuster. Néanmoins, le travail s'est effectué beaucoup plus rapidement et, semble-t-il, sans heurts ; il est vrai, pour ainsi dire, dans le seul domaine militaire et en descendant dans le détail de l'organisation des forces. Cette tendance à une plus grande aisance du travail s'observe donc aussi bien dans chacun des deux grands faits de ces temps derniers : la réunion annuelle des conseils atlantiques et les nouvelles nominations intervenant dans le haut commandement.

La session de l'OTAN.

La précédente session annuelle de l'OTAN à Lisbonne a eu à régler dans le principe des questions très importantes : les quote-parts financières de chacun des Etats-membres pour les travaux exécutés à usage commun ; l'aménagement de l'infrastructure

aérienne, ainsi que l'établissement de télécommunications interalliées ; l'affaire très épineuse des commandes « off shore » réclamées par les puissances européennes pour permettre à leur industrie de guerre de subsister ; et d'autres questions tout aussi sérieuses qui ne peuvent être toutes énumérées, car il faut se borner à ne rappeler que les principales.

Or, cette année-ci, il s'agissait surtout de faire le bilan de ce qui a été effectué sur la base des décisions prises il y a un an. Il importait également de réajuster les programmes, d'une part, selon les résultats obtenus et, de l'autre, en fonction des capacités des économies des différents pays, ou encore des considérations d'ordre politique.

On connaît le mode de travail des organismes de l'OTAN en vue d'une telle conférence. Plusieurs mois à l'avance le SHAPE adresse aux quatorze Etats-membres des recommandations tendant à orienter et coordonner l'effort défensif de la communauté. Les gouvernements répondent à celles-ci comme s'il s'agissait d'une sorte de questionnaire. Les réponses, soumises à l'examen d'experts, constituent le matériel de la conférence et permettent de déterminer si les besoins du SHAPE sont satisfaits. Ainsi, dès le début de l'année, est mis en mouvement le mécanisme aux multiples rouages de la Communauté défensive des quatorze nations dites atlantiques.

Pratiquement les réunions ont débuté à Paris à la mi-mars par la réunion du « Standing Group » — sorte de directoire militaire où ne siègent que les représentants militaires des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France. Ce « Standing Group » ou Comité permanent a établi également son rapport annuel à l'adresse du Comité militaire, c'est-à-dire le comité formé par les quatorze chefs d'états-majors des pays de l'alliance.

Et un mois plus tard, à la mi-avril, s'est ouverte, également à Paris, Palais de Chaillot, la session proprement dite de l'OTAN, soit du Conseil de l'Atlantique, groupant les quatorze ministres des Affaires étrangères de la Communauté. La session a pris fin le 27 avril par la publication d'un communiqué final. Celui-ci jette des lueurs sur le travail accompli. Il est toutefois d'une portée assez générale. Bien que donnant quelques informations d'ordre militaire, il constitue beaucoup plus un document de valeur politique indiquant le sens et les grandes tendances de l'effort défensif. Il fait également apparaître par déductions les hésitations ou les retards qui se sont produits. Quoique les renseignements purement militaires qu'il contient soient plutôt brefs, il faut néanmoins tenter de dégager les résultats acquis et ceux qui peuvent normalement être atteints dans un avenir relativement proche.

A l'occasion de ces réunions interalliées, certains chiffres ont été cités qui ne manquent pas de mettre en relief la volonté de l'Occident. Tout d'abord, l'effort financier de l'ensemble des membres de l'OTAN au long des quatre premiers exercices annuels marque une progression fort nette : 1949-1950, en milliards de francs français, 6,5 ; 1950-1951, 10 ; 1951-1952, 19 ; 1952-1953, 22. On perçoit ainsi immédiatement deux paliers : un de démarrage, assez modeste ; et un second, l'actuel, de plein rendement. Ces chiffres sont encore inférieurs à la réalité, car les coûts de production ont augmenté d'une manière appréciable durant la période considérée. En outre, ils ne concernent que pour une faible part l'abondance considérable du matériel américain de la fin de la guerre, qui a été distribué aux Alliés et comptabilisé à des taux très faibles. — Tout le problème présent de l'OTAN consiste à déterminer si cet effort financier des deux derniers exercices va être maintenu. Il est peu probable qu'il soit dépassé, en raison aussi bien de l'énorme surcharge qu'il représente, que de l'ambiance de détente internationale suscitée par les Russes avec plus ou moins d'arrière-pensées. Il est donc vraisemblable que ces chiffres, marquant l'effort maximum, plafonneront au niveau actuel pendant encore quelques années.

Les effectifs des forces réunies des partenaires sont passés de 2 450 000 hommes en 1949 à 3 300 000 en 1953. Il est difficile aussi d'accroître notablement une telle masse d'hommes en permanence sous les armes. Proportionnellement à leurs ressources, c'est la France et l'Angleterre qui en supportent le plus lourd fardeau. Quant à la controverse des dix-huit mois de service français et des deux ans britanniques, celle-ci paraît assez vaine, en raison du régime anglais d'exemptions et des rappels de réservistes français de plus en plus nombreux.

Les forces aériennes dont dispose le SHAPE, c'est-à-dire présentes en Europe, ont doublé durant la même période. Elles atteindront au cours de l'année 1953 le chiffre de 4000 avions qui, d'après les prévisions, auraient dû y parvenir au début de l'année. La plus grande partie de cette aviation est américaine ou à charge des Etats-Unis. Les aérodromes construits ou en voie d'achèvement en Europe, soit en majeure partie en France, sont de l'ordre de 120, également avec un léger retard. Quant à l'infrastructure — non seulement les moyens matériels au sol, c'est-à-dire d'énormes installations d'approvisionnement comportant leurs propres pipe-lines, mais encore de prodigieux réseaux d'inter et télécommunications, ainsi que de détection au radar — les chiffres n'en ont naturellement pas été publiés ; cependant on n'ignore pas, dans les milieux informés, que cette puis-

sante organisation est d'ores et déjà en état de fonctionnement. Incessamment des exercices aussi variés que nombreux entraînent le personnel et permettent les mises au point.

En définitive, on peut admettre que l'OTAN est parvenue maintenant à créer les ressources nécessaires à la défense. D'une manière générale, ce qui reste surtout à accomplir est leur mise en valeur complète et approfondie. Cette situation est nettement caractérisée par la question du nombre des divisions. Le chiffre de cinquante avait été prévu à Lisbonne comme l'objectif de 1953. Il serait atteint. Cependant, dans ce domaine, il est difficile de déterminer si la totalité de ces grandes unités sont toutes dites J1, c'est-à-dire constamment prêtes au premier jour des hostilités. Il ne semble pas. Certaines estimations fixent celles-ci à une trentaine, les autres s'échelonnant entre J3 et J30 pour les moins préparées.

Etant donné la masse des ressources actuellement disponibles, on peut paraître en droit de s'étonner du nombre relativement faible des grandes unités prêtes immédiatement. Cependant il importe de bien spécifier que celles-ci, soit dites J1, sont du type américain le plus moderne, à effectifs pleins de près de vingt mille hommes, comprenant un puissant armement, notamment en chars et artillerie sur automoteurs. Ce sont les divisions entrant dans la constitution du Corps de Bataille, noyau opérationnel de l'alliance.

On a prêté au général Ridgway l'intention de demander une augmentation de huit à dix divisions pour parfaire ce corps de bataille, ce qui paraît tout à fait justifié, étant donné la longueur du « front » à défendre. Les trois quarts de la charge de cette augmentation au point de vue financier auraient été imputables à l'Amérique. Cependant, cette question se trouve pour ainsi dire au carrefour même des différentes tendances de la politique militaire de l'OTAN. Car, augmenter les forces présuppose une organisation des arrières en pleine capacité de fonctionnement ainsi qu'une aviation de soutien en développement maximum. Ainsi, au lieu d'accroître les forces du corps de bataille, ne vaut-il pas mieux pousser davantage l'aménagement des arrières, l'augmentation de l'aviation tactique (qui serait portée à plus de 5000 avions), tout en accordant un soin très attentif à l'entraînement des grandes unités existantes ou à parfaire à la mobilisation, ainsi encore qu'à l'entraînement des hauts commandements où doivent se fondre les forces de nationalités différentes ? Il semble que l'on penche vers cette voie.

Il est indéniable, de surcroît, que la tendance actuelle est à l'« étalement » des programmes d'armement. En d'autres termes, ne pas modifier ceux-ci mais les allonger sur un plus grand nombre d'années,

quitte à revenir à un rythme plus rapide s'il y avait lieu. Les charges du réarmement sont en effet écrasantes, sans parler des guerres extérieures (Corée, Indochine et Malaisie). Tous les pays cherchent à les réduire, les Etats-Unis en premier lieu diminuant leur aide extérieure. En outre, une tendance subsidiaire se dégage, précisément en partie pour parer aux effets de cette période d'étalement des programmes : avoir de plus en plus recours aux moyens scientifiques et mécaniques, bombes atomiques, fusées téléguidées, aviation de combat, etc. Les Américains ont créé, auprès de leurs forces en Allemagne, un premier centre d'instruction atomique tactique. Il ne semble plus exclu que leurs alliés en soient parties. Enfin eux-mêmes, cela ressortant des nouvelles nominations aux principaux postes de leurs forces nationales, mettront de plus en plus l'accent, non pas tant sur le développement des moyens aériens, mais bien sur celui de l'aéronavale, dont la puissance prodigieuse sera bientôt capable d'intervenir très loin à l'intérieur des terres et particulièrement de la péninsule Europe...

A analyser le communiqué final de la conférence du Conseil atlantique, il ressort que la préférence va à des « programmes collectifs à long terme », ceci étant indiqué comme le procédé le moins préjudiciable aux économies. Une distinction est faite entre les programmes à long et à court terme. Ces derniers paraissent devoir porter sur l'affectation aux hauts commandements de nouvelles forces, qui ne peuvent être que de grandes unités de réserve, dont l'instruction sera activement poussée. Quant aux programmes à long terme, il s'agit surtout et toujours de la question de l'infrastructure. Actuellement, on en est à la deuxième partie de la quatrième tranche d'un montant de 80 milliards de francs français (financement commun). Enfin, il a été débattu de la mise en route d'un nouveau programme de trois années commençant en 1954 et s'élevant à 250 milliards de francs. Le franc est pris comme monnaie de compte, car la majeure partie des travaux s'effectue comme déjà indiqué en France, où les armées disposeront, des ports de l'Atlantique jusqu'au Rhin, de lignes de communications de première valeur.

Le communiqué final évoque également la question des commandes « off shore » avec la volonté évidente de rendre vie aux industries de guerre européennes. Celles-ci ont été en sommeil depuis la guerre, la coalition ayant été armée de matériel américain sous l'effet de la première nécessité. Il est même envisagé de produire sur le continent les pièces de rechange du matériel d'origine américaine et canadienne. En outre, mention est faite du développement de nombreux organismes d'études techniques en commun — ainsi d'ailleurs

que d'organismes civils ou de protection des populations civiles —. De tout cela il peut être indiqué que l'arsenal de l'alliance ne sera plus exclusivement américain, mais qu'il se déplace en partie en Europe.

Les commandements.

Aussitôt que fut close la session de l'OTAN, s'est ouverte une période de changements importants dans les hauts postes des commandements du SHAPE. Ceci concerne essentiellement les deux principaux commandements détenus par les Américains : le commandement suprême du SHAPE, général Ridgway, et le commandement du Sud-Europe, amiral Carney à Naples. Quelle en est la signification profonde ?

Ce mouvement a été déclenché par l'arrivée au pouvoir de la nouvelle administration américaine. On peut y voir deux raisons, peut-être toutes deux valables. Premièrement, il est incontestable que les Américains rappellent aux Etats-Unis leurs personnalités militaires les plus éminentes en vue du renouvellement complet de leur instance supérieure, le Comité des chefs d'états-majors (joint chiefs of staff). Cette récupération des valeurs est par elle-même une raison suffisante. Secondement il se produit certainement un changement d'orientation. Le nouveau président du comité n'est plus un général (terre), mais un amiral, et qui plus est, spécialiste de l'aéronavale, un des premiers commandants de porte-avions, en 1929, arme dont le développement a été le plus prodigieux en un quart de siècle.

Nul ne peut s'empêcher d'entrevoir là une tendance nouvelle qui s'affirme sur le plan de la stratégie américaine à l'échelle du globe. A moyens nouveaux, conceptions nouvelles. En l'occurrence, domination des mers et des terres par les porte-avions, vraies bases flottantes, d'une idéale facilité de déplacement et dont le rayon d'action à l'intérieur des terres ne cesse de s'agrandir par la mise en œuvre de moyens d'une puissance insoupçonnée, telles que les fusées atteignant des vitesses égales à plusieurs fois celle du son...

Bref, un avenir peut-être assez rapproché dira si ces techniques nouvelles sont déjà suffisamment avancées pour justifier pratiquement une orientation presque révolutionnaire. Quoi qu'il en soit, les Américains ont laissé en Europe au commandement suprême du SHAPE le général Gruenther, qui en fut la cheville ouvrière et le bras droit des deux chefs prestigieux qui ont occupé ce poste, les généraux Eisenhower et Ridgway. Tout se passe donc comme si les

Américains considéraient que l'essentiel du problème de la défense de l'Europe était réglé dans son ensemble, qu'un technicien suffisait à y poursuivre et maintenir l'œuvre entreprise, et qu'enfin eux-mêmes allaient s'attaquer à des tâches à un échelon supérieur.

Quant à l'Europe, l'appareil défensif est effectivement en œuvre. L'organisation supérieure est sans doute achevée. Le commandement suprême n'a plus qu'à continuer l'entraînement intensif auquel celle-ci est soumise. Il reste toutefois à apporter une solution à la question de l'aménagement du commandement du Centre-Europe, c'est-à-dire l'attribution en propre à celui-ci de forces aériennes. Ceci implique un développement suffisant de telles forces, comme le souhaite le général Gruenther dans sa première déclaration, pour justifier la création d'un commandement aérien au niveau du SHAPE, tout en laissant à la disposition immédiate du maréchal Juin l'aviation tactique nécessaire à l'exercice du commandement le plus important à l'échelle du vieux continent.

J. PERGENT

Revue de la presse :

Nouveaux développements dans la chimie des substances agressives « gaz des nerfs »

Dans *Chemical Reviews* et *La Chimica e l'Industria*, M. F. SARTORI a publié un article concernant les « gaz des nerfs ». Cette note décrit les méthodes de préparation, les propriétés et les réactions de quelques substances douées d'une *toxicité élevée*, qui ont été l'objet d'études pendant ces vingt dernières années, en Allemagne surtout, dans le but de trouver des *agressifs chimiques plus efficaces* que ceux déjà connus et surtout capables de rendre inutiles les moyens de défense existant aujourd'hui.

Les substances en question sont divisées en trois groupes : *a)* Ypérites azotées, ainsi nommées à cause de l'analogie de leur structure avec celle du sulfure de dichloréthyle (Ypérite) ; *b)* Fluo-acétates ; *c)* Fluophosphates. Quelques composés du